

FICHE PARTICULIÈRE
RWANDA

PRÉCISIONS SUR LA MORT DES PRÉSIDENTS RWANDAIS ET BURUNDAIS ¹

Sans anticiper sur les conclusions de l'enquête chargée de déterminer les responsabilités de l'attentat qui a coûté la vie aux présidents Habyarimana et Ntaryamira, il est possible d'avancer les éléments suivants :

I) Hypothèse

Le Falcon 50 revenant de Dar-es-Salam a été touché par deux roquettes (1), tirées d'une distance d'environ 300 mètres et provenant de la bordure du camp militaire de Kanombe. Il n'y a aucun survivant (Cf. Annexe I).

L'hypothèse selon laquelle ces roquettes pourraient avoir été tirées par des éléments armés du Front patriotique rwandais (F.P.R.) n'est pas satisfaisante. Pour pouvoir approcher de l'aéroport, il est nécessaire de franchir plusieurs barrages militaires et la zone est strictement interdite aux civils. Par ailleurs, des patrouilles de gendarmes et de soldats de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) quadrillent le terrain.

Les roquettes semblent donc avoir été tirées par des personnels bien entraînés et se trouvant déjà dans le périmètre de sécurité de l'aéroport.

Il faut exclure de cet attentat les éléments les plus radicaux du réseau Zéro connu généralement sous l'appellation du "premier cercle" ou encore "clan de l'Akazu"(2). D'une part, l'un de ses principaux chefs, le colonel Sagatwa, se trouvait dans l'avion, et d'autre part, le président Habyarimana semblait finalement s'être rangé à l'avis de ses membres, à savoir reprendre le combat contre le FPR.

Il est ainsi possible que l'attentat soit le fait d'une faction de l'armée, proche du parti Mouvement démocratique républicain (MDR), et majoritairement originaire du sud du pays. Le sud du Rwanda, très opposé au président Habyarimana, natif du nord, s'est toujours refusé à reprendre le combat contre le FPR. Or, il semble bien que c'est à cette solution que se trouvait réduit le président, après avoir épuisé toutes les voies possibles pour retarder l'application des accords d'Arusha.

.../...

(1) L'hypothèse, non vérifiée, d'un ou plusieurs missiles sol-air est également avancée.

(2) Le groupe comptait une vingtaine de membres prêts à tout pour conserver le pouvoir. Outre le colonel Sagatwa, mort dans l'attentat, y figurent l'épouse du président Habyarimana ainsi que son beau frère Zigiranyirazo.

II) Réactions de la garde présidentielle

Dès l'annonce de l'attentat, mercredi 6 avril 1994, vers 21 heures, "Radio mille collines", organe de radio-diffusion de tendance extrémiste hutu, proche de la Coalition pour la défense de la République (CDR)(1), a lancé des appels au meurtre.

La nuit du 6 au 7 avril 94 a été relativement calme, mais, dès l'aube du jeudi 7 avril, la garde présidentielle est passée à l'action. Dans un premier temps, elle s'est emparée de l'aéroport en se battant contre d'autres éléments de l'armée, probablement en rapport avec l'attentat. Les forces de la MINUAR ont été désarmées ou se sont enfuies, perdant deux soldats ghanéens. Des combats se sont ensuite poursuivis dans les casernes entre la garde présidentielle et les auteurs ou complices présumés de l'attentat.

Dans une deuxième phase, la garde présidentielle a entrepris une série d'enlèvements et d'assassinats programmés (Cf. Annexe II) dans le but de permettre aux radicaux originaires du nord de conserver leur position dominante. L'épuration systématique, entreprise par la garde présidentielle, poursuivait un but de vengeance contre les tenants de la démocratie qui avaient soumis à rude épreuve la domination, autrefois sans partage, de la Présidence. Elle consistait également à empêcher toute succession constitutionnelle susceptible de maintenir au pouvoir le gouvernement de transition de madame Uwilingiyimana.

Par ailleurs, guidés par les activistes de la CDR, munies de listes préétablies, les militaires de la garde présidentielle ont entrepris de massacrer tous les Tutsi, ainsi que les Hutu originaires du sud ou soutenant les partis d'opposition. Le plus souvent, ces liquidations n'épargnent ni les femmes, ni les enfants.

(1) La CDR est une organisation extrémiste hutu, dirigée par MM. Jean Barahinyura et Ferdinand Nahimana. Déjà, en octobre 93, "Radio mille collines" avait appelé au massacre des populations tutsi pour venger la mort du président Ndadaye.